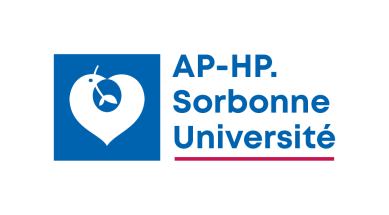


****

**Consultation AP-HP.SU 25-042 du 04/09/2025**

**CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICES - Lot 2**

|  |
| --- |
| **Contrat de concession de services portant sur l’exploitation, l’installation des équipements de télévision destinés aux patients hospitalisés au sein des hôpitaux du Groupe hospitalier Universitaire APHP. Sorbonne Université** |

ENTRE

L’Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, établissement public de santé, dont le siège est situé : 55, boulevard Diderot PARIS 12ème, représentée par son Directeur Général, M. Nicolas REVEL, et pour le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Sorbonne Université, par délégation permanente, Madame Christine WELTY, Directrice du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP.Sorbonne Université ayant reçu délégation du Directeur Général de l’Assistance Publique – Hôpitaux de Paris par arrêté directorial n°75-2022-07-08-00005 du 08/07/2022 ou son subdélégataire Madame Pauline MAISANI, Adjointe à la Directrice du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Sorbonne Université, Directrice du site Pitié-Salpêtrière ou Monsieur Aurélien MOLLARD, Secrétaire Général du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Sorbonne Université, Directeur des sites Armand Trousseau - La Roche Guyon par arrêté directorial par arrêté directorial n°75-2022-07-11-00005 du 11/07/2022

Désigné ci-après par les sigles « AP-HP », la concédante

D’une part,

ET :

**LA SOCIETE** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, enregistrée sous le numéro RCS \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, ayant son siège social au \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, représentée par \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, en sa qualité de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,

Désigné ci-après : «le concessionnaire»

D’autre part,

La concession finale sera rédigée en reprenant les éléments de réponse du candidat retenu (redevances, prestations supplémentaires éventuelles etc…) **et des négociations éventuelles**

Table des matières

[CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES 3](#_Toc192259696)

[Article 1 : Objet de la concession 3](#_Toc192259697)

[Article 2 : Présentation des sites 4](#_Toc192259698)

[Article 3 : Etendue de la concession 5](#_Toc192259699)

[Article 4 : Durée de la concession 5](#_Toc192259700)

[Article 5 : Régime juridique de la concession 6](#_Toc192259701)

[Article 6 : Dispositions légales et réglementaires et devoir d’information 6](#_Toc192259702)

[Article 7 : Exclusivité 6](#_Toc192259703)

[Article 8 : Pièces contractuelles 6](#_Toc192259704)

[CHAPITRE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES 7](#_Toc192259705)

[Article 1 : Relation entre le GHU AP-HP. Sorbonne Université et le titulaire 7](#_Toc192259706)

[Article 2 : Moyens immobiliers et mobiliers 7](#_Toc192259707)

[Article 3 : Utilisation des locaux 8](#_Toc192259708)

[Article 4 : Le Personnel 8](#_Toc192259709)

[Article 5 : Exploitation du service 9](#_Toc192259710)

[Article 6 : Définition des besoins 9](#_Toc192259711)

[ **Portail patient** 9](#_Toc192259712)

[ **Accueil physique des patients** 9](#_Toc192259713)

[Article 7 : Assurance – responsabilités 10](#_Toc192259714)

[ **Responsabilité de l’AP-HP** 11](#_Toc192259715)

[ **Responsabilité du concessionnaire** 11](#_Toc192259716)

[Article 8 : Entretien, réparations, renouvellement 11](#_Toc192259717)

[CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES 12](#_Toc192259718)

[Article 1 : Rémunération du concessionnaire 12](#_Toc192259719)

[Article 2 : Tarifs applicables aux usagers 12](#_Toc192259720)

[Article 3 : Redevance 13](#_Toc192259721)

[Article 4 : Dispositions fiscales 13](#_Toc192259722)

[CHAPITRE 4 : CONTROLES 13](#_Toc192259723)

[Article 1 : Principe 14](#_Toc192259724)

[Article 2 : Information de l’autorité concédante 14](#_Toc192259725)

[Article 3 : Enquête 15](#_Toc192259726)

[Article 4 : Rapport d’activité 15](#_Toc192259727)

[CHAPITRE 5 : SANCTIONS 17](#_Toc192259728)

[Article 1 : Exécution d’office des travaux d’entretien, de réparation et de renouvellement 17](#_Toc192259729)

[Article 2 : Pénalités 17](#_Toc192259730)

[Article 3 : Mise en régie provisoire 17](#_Toc192259731)

[Article 4 : Déchéance 17](#_Toc192259732)

[Article 5 : Mesures d’urgence 17](#_Toc192259733)

[CHAPITRE 6 : FIN DE LA CONCESSION DE SERVICE 17](#_Toc192259734)

[Article 1 : Faits générateurs 17](#_Toc192259735)

[Article 2 : Force majeure 17](#_Toc192259736)

[Article 3 : continuité du service 17](#_Toc192259737)

[Article 4 : Remise des installations et des biens 17](#_Toc192259738)

[Article 5 : Personnel du concessionnaire 18](#_Toc192259739)

[Article 6 : Procédure de délégation à l’issue de la concession de service 18](#_Toc192259740)

[CHAPITRE 7 : DISPOSISTIONS DIVERSES 18](#_Toc192259741)

[Article 1 : Cession 18](#_Toc192259742)

[Article 2 : Litiges 18](#_Toc192259743)

## CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

**Article 1 : Objet de la concession**

Le présent contrat de concession a pour objet de définir les modalités d’exécution du contrat de concession de service portant sur l’exploitation, l’installation des équipements de télévision destinés aux patients hospitalisés au sein des hôpitaux du Groupe hospitalier Universitaire APHP. Sorbonne Université.

Le lot 2 concerne les sites de :

* **Saint-Antoine**

184, rue du Faubourg Saint-Antoine

75571 Paris cedex 12

* **Tenon**

4, rue de la Chine

75970 Paris Cedex 20

* **Trousseau**

26, avenue du Dr Arnold-Netter

75571 Paris Cedex 12

* **Rothschild**

5 rue Santerre

75571 Paris cedex 12

La présente concession est soumise aux dispositions du Code de la commande publique selon lesquelles le concédant confie la gestion d'un service à un concessionnaire dont la rémunération est substantiellement assurée par les résultats d'exploitation à travers des redevances perçues directement auprès des usagers.

Le concessionnaire reçoit l’agrément de l’AP-HP pour exploiter les équipements de télévision.

Les prestations comprennent :

* La fourniture et la maintenance des terminaux TV, leurs supports et accessoires,
* La fourniture et la maintenance des équipements tête de réseau, infrastructure coaxiale, fibre optique, TV,
* La fourniture, l’installation et la maintenance du système de gestion informatisée des services TV
* Les prestations de services auprès des usagers : accueil, renseignements, gestion du parc d’appareils, opération d’encaissement, facturation, remboursement, …
* L’orientation des patients et visiteurs.
* La reprise en l’état des infrastructures et équipements déjà existants appartenant au domaine public hospitalier ;
* L’exécution sous la seule responsabilité du concessionnaire, des travaux liés au renouvellement des infrastructures et équipements, et à l'acquisition des équipements terminaux ;
* L’exploitation sous la seule responsabilité du concessionnaire des réseaux assurant les services de communication audiovisuelle et multi-services destinés aux usagers des hôpitaux concernés.
* Le concessionnaire s’engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité du service, ainsi que sa qualité et sa bonne organisation, dans le respect du règlement intérieur du Groupe Hospitalier.

Les activités sont consenties à titre exclusif au concessionnaire à l’intérieur du périmètre concédé, et ce pour la durée du contrat.

Les objectifs des services aux patients sont les suivants :

* Améliorer le séjour des patients à travers des services à prix maîtrisés (prix attractifs)
* Augmenter l’attractivité́ du GHU : apporter une souplesse dans la souscription des services
* Libérer du temps pour le personnel (voir les libérer totalement d’actions chronophages)
* Apporter, si possible, des revenus complémentaires pour le site, sans remettre en cause les services à prix maitrisés proposés par le Concessionnaire.

Le GHU mettra à disposition du concessionnaire le câblage de télédistribution.

En application de l’article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques et en contrepartie de l’autorisation d’occupation du domaine public ainsi consentie, le concessionnaire doit verser à l’autorité concédante une redevance selon les modalités définies au Chapitre 3 du présent document, complété par l’annexe 1b du DCE pour le lot 2.

Pour les services susceptibles d’être offerts aux patients et non inclus dans la concession à la date de sa notification, l’exclusivité ne peut être consentie que par voie d’acte modificatif. A défaut, l’AP-HP se réserve la faculté de les exploiter elle-même ou de les faire exploiter sous sa seule responsabilité en utilisant à cet effet les réseaux ayant fait l’objet d’une autorisation au concessionnaire sans que celui-ci ne puisse s’y opposer.

Le concessionnaire doit respecter les normes relatives à l’accessibilité des établissements recevant du public (ERP) et aux personnes à mobilité réduite.

**Article 2 : Présentation des sites**

Saint-Antoine :

Le site hospitalier de Saint-Antoine appartient au Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Sorbonne Université avec les établissements suivants : Armand Trousseau, La Pitié-Salpêtrière, Charles Foix, Rothschild, Tenon et la Roche Guyon.

L'hôpital Saint-Antoine allie offre de soins de proximité et médecine de pointe en proposant des spécialités médicales et chirurgicales de court séjour pour adultes.

Spécialités phares :

Digestif et cancer : chirurgie digestive, endoscopie, réanimation chirurgicale et USC, hépatologie, oncologie digestive, gastro-entérologie, chirurgie ambulatoire

Urgence et aval : SAU, médecine interne, DAU et UPUMI, gériatrie aiguë, policlinique/PASS, réanimation médicale, psychiatrie, chirurgie orthopédique et traumatologique

Hématologie : hôpital de jour, hématologie clinique, thérapie cellulaire

Spécialités médicales : neurologie, cardiologie, maladies infectieuses et tropicales, rhumatologie, endocrinologie, consultations : ophtalmologie/stomatologie, équipe mobile douleur et soins palliatifs.

L’hôpital dispose de 660 lits et 130 places de jour autorisées, 3058 professionnels y travaillent : 498 professionnels médicaux et 2560 professionnels non médicaux.

Le plan de l’hôpital est joint en annexe 5c.

Tenon :

Le site hospitalier de Tenon appartient au Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Sorbonne Université avec les établissements suivants : Armand Trousseau, La Pitié-Salpêtrière, Saint-Antoine, Rothschild, Charles Foix et la Roche Guyon.

L’hôpital Tenon propose une offre de soins permettant la prise en charge de la plupart des pathologies à tous les âges de la vie. Il est centre expert en cancérologie. Il dispose d'une maternité de type II.

L’hôpital dispose de 477 lits et 76 places de jour autorisées, 2493 professionnels y travaillent : 452 professionnels médicaux et 2041 professionnels non médicaux.

Le plan de l’hôpital est joint en annexe 5d.

Trousseau :

Le site hospitalier de Trousseau appartient au Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Sorbonne Université avec les établissements suivants : Tenon, La Pitié-Salpêtrière, Saint-Antoine, Rothschild, Charles Foix et la Roche Guyon.

Trousseau est un hôpital pédiatrique et périnatal de référence de l’Est parisien et propose une prise en charge des premiers jours de la vie à l’âge adulte.

Activités phares :

• Urgences et adolescents

• Pédiatrie générale et spécialisée

• Centre de périnatalité de l’Est parisien maternité niveau III

• Cancérologie / Hématologie

• Centre de traitement de la brûlure d’Ile-de-France

• Handicap neuro-sensoriel

L’hôpital dispose de 309 lits et 27 places de jour autorisées, 2088 professionnels y travaillent : 421 professionnels médicaux et 1667 professionnels non médicaux.

Le plan de l’hôpital est joint en annexe 5e.

Rothschild :

Le site hospitalier de Rothschild appartient au Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Sorbonne Université avec les établissements suivants : Tenon, La Pitié-Salpêtrière, Saint-Antoine, Armand Trousseau, Charles Foix et la Roche Guyon.

Dans un cadre architectural et technique résolument innovant, l’hôpital Rothschild propose des activités pour la prise en charge de la personne âgée quels que soient sa pathologie et son niveau de dépendance et une offre complète de soins dentaires (odontologie). Il assure les fonctions de soins, de recherche et d'enseignement.

Spécialités phares :

Gériatrie : médecine gériatrique, soins de suite et de réadaptation, hôpital de jour, consultations mémoire, consultation plaies et cicatrisations, UGA

Médecine physique et de réadaptation : rééducation neuro-orthopédique, suites d’arthro-plastie de hanche et du genou, laboratoire d’analyse du mouvement et des troubles de la marche et de l’équilibre, rééducation neurologique, pathologies médullaires et neuromusculaires, bilans uro-dynamiques, plateau médico-technique de rééducation (balnéothérapie)

Médecine interne : soins de suite et de réadaptation polyvalent

Centre de réglage des implants cochléaires (CRIC) : consultations, évaluation et bilan, explorations fonctionnelles

Odontologie : urgences et soins dentaires, pathologie et chirurgie buccale et parodontale adulte et enfant, implants dentaires, traitement et prévention pour l’enfant et de l’adolescent, réhabilitation orale

L’hôpital dispose de 294 lits et 8 places de jour autorisées, 531 professionnels y travaillent : 83 professionnels médicaux et 448 professionnels non médicaux.

Le plan de l’hôpital est joint en annexe 5f.

**Article 3 : Etendue de la concession**

Dans chacun des sites, le concessionnaire reprend les équipements et infrastructures actuels nécessaires au fonctionnement du service, qu’il exploite en totalité à ses frais et risques, conformément à la présente concession. Ces équipements et infrastructures sont spécifiés en annexe 2b.

Le concessionnaire renouvelle tant s’agissant des besoins que des prescriptions figurant pour les sites en annexe à la présente concession, les équipements et infrastructures nécessaires au fonctionnement du service.

En outre, le concessionnaire devra prévoir la possibilité d’installer la télévision et services associés dans les points de diffusion, dans les lieux réservés à l’usage des patients, stipulés dans les présentes.

Les infrastructures et équipements des sites sont mis à disposition et utilisés par le concessionnaire en l’état à compter de la date de notification de la concession. Le concessionnaire fera son affaire des actions en garantie possibles à l’encontre des fournisseurs et des installateurs.

L’inventaire et l’état des lieux de ces équipements et infrastructures sont réputés avoir été établis à l’initiative et sous la seule responsabilité du concessionnaire dès qu’il en a pris possession.

Un procès-verbal d'entrée en possession ayant valeur contractuelle, dresse l'inventaire des équipements et infrastructures repris par le concessionnaire. Cet inventaire doit faire l'objet d'une mise à jour régulière à l'initiative du concessionnaire (notamment après chaque opération de travaux) afin de régler le sort des biens en fin de contrat, selon les modalités prévues aux présentes.

**Article 4 : Durée de la concession**

L’article L3114-7 du Code de la Commande Publique dispose que les conventions de concession de service sont limitées dans leur durée.

La présente délégation est conclue pour une durée de 5 ans à compter de sa notification.

Elle est reconductible par voie d’avenant d’une durée de 1 an dans la limite de deux reconductions.

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université se réserve le droit de ne pas reconduire la présente concession sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le cas échéant, le GHU AP-HP. Sorbonne Université informe le titulaire trois mois avant la date anniversaire de la mise à disposition indiquée sur le procès-verbal.

**Article 5 : Régime juridique de la concession**

Le contrat est soumis au Code de la Commande Publique. Il s’agit d’une concession de service. En application de l’article L. 3132-1 du Code de la Commande publique, le présent contrat de concession vaut autorisation d’occupation du domaine public pendant toute sa durée d’exécution.

Le concédant confie la gestion d'un service public à un concessionnaire dont la rémunération est substantiellement assurée par les résultats d'exploitation à travers des recettes perçues directement auprès des usagers.

Le concessionnaire versera une redevance dont l’assiette sera composée d’une part fixe et/ou d’une part variable en fonction du chiffre d’affaires.

Le concessionnaire s’engage à respecter toute disposition légale et réglementaire régissant les activités objet de la présente délégation.

Il est précisé qu’il ne revient pas au concédant d’accomplir les formalités en matière de droits d’auteur et de propriété littéraire et artistique, ni de procéder aux démarches nécessaires auprès de la commission nationale de l’informatique et des libertés (CNIL) concernant le traitement des fichiers qu’il gère.

**Article 6 : Dispositions légales et réglementaires et devoir d’information**

Le concessionnaire s’engage à informer immédiatement, par écrit, l’autorité concédante, de la survenance de tout évènement susceptible d’affecter l’exécution de la présente concession de service public.

Le concessionnaire est tenu d’informer sans délai l’autorité concédante :

* De la modification de sa forme juridique ;
* De la modification de ses statuts ;
* Des modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d’engager l’entreprise ;
* Des modifications se rapportant à la composition de son capital social et à ses actionnaires ;
* Du changement de son adresse ou de son siège social ;
* Et, plus généralement, de toutes modifications importantes du fonctionnement de l’entreprise.

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université obtient pour sa part toute autorisation, tout agrément et procède à toute déclaration rendue nécessaire par l’établissement et l’exploitation des ouvrages et mis à sa charge par les dispositions précitées.

**Article 7 : Exclusivité**

Les activités sont consenties à titre exclusif au concessionnaire à l'intérieur du périmètre concédé, et ce pour la durée de celle-ci.

Pour les services susceptibles d'être offerts aux patients et non Inclus dans la convention à la date de sa notification, l'exclusivité ne pourra être consentie que par voie d'avenant ; à défaut, I'AP-HP se réserve la faculté de les exploiter elle-même ou de les faire exploiter sous sa seule responsabilité en utilisant à cet effet les réseaux ayant fait l'objet d'une autorisation au concessionnaire sans que celui-ci ne puisse s'y opposer.

**Article 8 : Pièces contractuelles**

La concession de service est constituée par les pièces contractuelles suivantes par ordre décroissant :

* Le présent contrat et son annexe (CRT) ;
* L’annexe financière comportant le montant de la redevance, la tarification applicable aux usagers ainsi que le compte d’exploitation prévisionnel pour chacun des sites
* L’annexe relative aux infrastructures existantes au sein des hôpitaux Pitié-Salpêtrière et Charles Foix
* L’annexe relative à la reprise du personnel des sites des hôpitaux de Pitié-Salpêtrière et Charles Foix
* L’annexe relative à l’état des lieux de début et de fin de la concession.
* Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de la publication de l’avis de mise en concurrence, document non joint mais réputé être connu du titulaire ;
* L’offre technique du titulaire du lot 2.

## CHAPITRE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

**Article 1 : Relation entre le GHU AP-HP. Sorbonne Université et le titulaire**

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université collabore activement avec le titulaire, en mettant notamment en place les moyens nécessaires à une exécution normale du service. Ils lui apportent son concours en vue de l’obtention de toutes autorisations ou agréments ; elle facilite le renouvellement et l’implantation des infrastructures et équipements des réseaux ainsi que leur entretien.

Il revient au titulaire d’obtenir de la ville de Paris l’autorisation d’exploitation du réseau de communication audiovisuelle, conformément aux dispositions de la loi n°86-1067 modifiée du 30 septembre 1986 (art 35, 36 et 38).

Le titulaire s’engage à établir, exploiter, à ses frais et risques, l’ensemble des infrastructures et équipements nécessaires aux services de télévision destinés aux patients hospitalisés du GHU AP-HP. Sorbonne Université, objet du présent contrat de concession.

Le titulaire assure, sous sa seule responsabilité, l’exploitation technique et commerciale, le renouvellement des infrastructures et des équipements nécessaires aux services de télévision des sites de l’objet du présent contrat de concession. Il lui incombe de prévoir l’affectation du personnel nécessaire et de définir les stocks suffisants de matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations qu’il s’est engagé à réaliser.

A ce titre, le titulaire fournira à l’appui du présent contrat de concession la liste exhaustive des éléments actifs qu’il s’engage à remplacer à la prise du contrat.

Le titulaire doit prévoir dans son offre le remplacement de l’intégralité du parc de télévision la première année.

Pour l’exploitation des réseaux de télévision par câble, le titulaire s’engage à déclarer auprès de l’autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM), l’exploitation des réseaux câblés du GHU AP-HP. Sorbonne Université avant la mise en exploitation.

Le titulaire de l’autorisation d’exploiter reste opérateur du service pour toute la durée des autorisations obtenues et ce, dans la limite de la durée du présent contrat de concession.

Le titulaire respecte la réglementation relative à la diffusion et la distribution des programmes de télévision, conformément aux dispositions applicables à l’ensemble des services de communication audiovisuelle soumis à autorisation qui constitue le chapitre III de la loi n°86-1067 modifiée du 30 septembre 1986 (art 35,36 et 38).

Tous les frais relatifs aux droits de retransmission et de diffusion tels que les droits d’auteurs, redevances, droits de réception par satellite et par câble, etc. sont à la charge du titulaire.

Il revient au titulaire d’accomplir les formalités en matière de droits d’auteur et de propriété littéraire et artistique.

**Article 2 : Moyens immobiliers et mobiliers**

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université met à la disposition du concessionnaire sur chaque site un espace éclairé, chauffé et adapté au mode d'exploitation.

Le lieu d'implantation du concessionnaire relève de la seule compétence de l'autorité concédante. Cet espace est équipé d'un comptoir de vente et du mobilier nécessaire à l'installation de son personnel par le concessionnaire.

L'emplacement mis à la disposition du concessionnaire fera l'objet d'un état des lieux contradictoire. Cet état des lieux décrira notamment la nature et la composition de l'espace, ses équipements, son état d'entretien.

Le concessionnaire est autorisé à placer dans l'espace ainsi mis à sa disposition, les mobiliers et matériels nécessaires à son exploitation.

Il ne peut présenter ni stocker de produits ou matériels autres que ceux liés à son activité.

Ces mobiliers et matériels doivent être de bonne présentation et recevoir l'approbation préalable de l'autorité concédant afin d'en assurer une bonne intégration avec l'environnement, notamment les mobiliers et la signalétique du site. Ils doivent être conformes aux normes de sécurité, notamment les règles de sécurité incendie dans les ERP.

Les petits aménagements mobiliers apportés par le concessionnaire à l'espace mis à sa disposition, à l'exception du mobilier technique nécessaire au fonctionnement, deviendront au terme (normal ou anticipé) de la concession et ce quel qu’en soit le motif, la propriété du GHU AP-HP. Sorbonne Université sans versement d'indemnité de sa part.

Le concessionnaire s'engage à accepter tout déplacement des espaces ou démontage des mobiliers à la demande du GHU AP-HP. Sorbonne Université, notamment en cas de travaux ou d'événements exceptionnels, sans pouvoir prétendre à une indemnité à quelque titre que ce soit.

Toute adjonction d'éléments meublant complémentaires (stockage des appareils) et toute modification des branchements électriques, télévision ou informatique existants doit être soumise à l'approbation préalable de l'autorité concédant. Les modifications éventuelles (intérieur comme extérieur) sont à la charge exclusive du concessionnaire si celui-ci en fait la demande.

Le concessionnaire s'engage à veiller à la bonne conservation des espaces mis à sa disposition. Il est responsable de toutes les dégradations qui pourraient être faites aux locaux, mobiliers et matériels mis à sa disposition. Il doit notamment réparer les dégradations qui résulteraient de son activité.

**Article 3 : Utilisation des locaux**

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université met à la disposition du concessionnaire sur chaque site un espace éclairé, chauffé et adapté au mode d’exploitation (situation d’implantation en annexe technique). Cet espace est équipé d’un comptoir de vente et du mobilier nécessaire à l’installation de son personnel par le concessionnaire.

Les locaux mis à la disposition du concessionnaire devront être utilisés conformément à l’objet du service concédé. En amont des installations, le concessionnaire communiquera au concédant ses besoins (en approvisionnement d’énergie, de fluides et de liaison informatique et les caractéristiques techniques de son installation).

Les équipements informatiques nécessaires au fonctionnement en réseau de télédistribution proposé par le Concessionnaire aux termes de son offre, et, permettant la gestion individuelle de location, devront être installés dans le local mis à disposition par le concédant.

A titre dérogatoire, le concessionnaire pourra utiliser ces locaux pour des prestations à caractère particulier mais qui devront toujours être en lien avec l’objet de la concession.

Le concessionnaire assure le maintien en parfait état de propreté des locaux, installations et matériels placés sous sa responsabilité ainsi que le nettoyage immédiat des parties extérieures qui pourraient être salies par les consommateurs.

Il en sera de même pour les itinéraires utilisés lors des opérations d’approvisionnement et d’évacuation des déchets et emballages.

**Article 4 : Le Personnel**

Reprise du personnel du concessionnaire sortant

Si les conditions de l’article L 1224-1 du Code du travail sont remplies, le concessionnaire s’engage à reprendre le personnel affecté au service de mise à disposition de télévisions aux patients dans les conditions qui y sont mentionnées, conformément à l’annexe 3 relative à la reprise du personnel des sites des hôpitaux de Saint-Antoine, Tenon, Trousseau et Rothschild.

Recrutement et gestion des personnels

Le concessionnaire devra recruter les personnels nécessaires au fonctionnement de la concession. Le personnel sera entièrement rémunéré par le concessionnaire, charges sociales et patronales comprises, et autres frais et taxes. Un extrait de casier judiciaire n°3 devra être versé au dossier de chaque agent recruté.

L’ensemble du personnel devra être affecté au fonctionnement du service. Toutes les prestations doivent être réalisées par une main d’œuvre hautement qualifiée.

Formation

Le Concessionnaire assurera la formation :

* des personnels techniques du concédant, nécessaires à la compréhension du réseau mis en place ;
* des administrateurs du GHU AP-HP. Sorbonne Université;
* des agents contribuant à assurer l’exploitation commerciale de l’ensemble.

**Article 5 : Exploitation du service**

Le concessionnaire exploitera le service dont la gestion lui sera concédée à ses risques et périls en respectant toutes les clauses, charges et obligations du contrat de concession.

Il devra assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité du service, la qualité de l’accueil des enfants et de leurs parents pendant toute l’année ainsi que la qualité du service.

**Article 6 : Définition des besoins**

L'installation de terminaux TV doit s'inscrire dans une démarche d'innovation technologique et de recherche de qualité type hôtelière.

Ces terminaux doivent être spécialement conçus pour une utilisation en milieu hospitalier (notamment être compatibles avec les produits de nettoyage et désinfection en usage).

Ces terminaux doivent permettre l’accès facturé du patient aux services type hôteliers de télévision.

Les appareils doivent être recyclables et de nature à préserver l'environnement. Le concessionnaire s'engage à fournir des équipements à consommation énergétique faible. Toute défectuosité ultérieure de fonctionnement qui s’avérerait être due aux prestations effectuées doit faire l’objet d’une remise en ordre intégrale.

L’offre du concessionnaire est réputée montrer sa capacité à assurer :

* La fourniture et l’installation en chambre de télévisions et des équipements afférents (détaillée aux termes de l’offre du Concessionnaire) ;
* La fourniture, l’installation, le paramétrage et le test des logiciels nécessaires au fonctionnement des TV et autres services;
* La mise en exploitation de la solution ;
* La maintenance de la solution.

Le concessionnaire doit fournir une solution clé en main.

Dispositions générales

* **Portail patient**

La commercialisation de l'offre de télévision sera prise en charge par le concessionnaire. Le prestataire pourra aussi proposer à la vente des accessoires, notamment sous réserve que cela reste en lien avec l’objet de la concession.

Le concessionnaire proposera des solutions permettant aux patients de souscrire aux différentes prestations en toute autonomie 24h/24, 7/7 jours, sans surcoût pour les utilisateurs. Il pourra s’agir d’un portail dédié au patient, disponible 24h/24, et 7/7 présentant les caractéristiques suivantes

* accessible sur l’écran du terminal en chambre ;
* accessible sur smartphone ;
* accès aux grilles d’offres et de tarifs ;
* ouverture des droits (création de comptes…) ;
* suivi des consommations ;
* accès aux factures ;
* paiement sécurisés.

La solution devra permettre également à tout patient changeant de chambre de récupérer son abonnement sur sa nouvelle affectation, dès lors qu’il est autonome et dispose d’informations précises pour l’aider dans cette démarche.

Pour permettre la satisfaction des patients, le concessionnaire mettra également à disposition, pendant toute la durée du contrat un répondeur enregistreur, avec un temps d’enregistrement suffisamment long pour permettre de recueillir la demande complète des hospitalisés.

* **Accueil physique des patients**

L’accueil physique sera assuré par le concessionnaire. L’accueil devra être opérationnel toute l’année avec une plage horaire minimum de 5 heures par jour.

L'agent d'accueil devra permettre l’ouverture, la fermeture ou le transfert des abonnements sur simple appel téléphonique des patients.

Caractéristiques

Les téléviseurs doivent présenter des services et applications divers (météo, livres audios, presse patient, jeux, radio…).

Le concessionnaire devra proposer, notamment, les fonctions suivantes :

* Devra proposer les chaînes de la TNT ;
* Pourra proposer les chaînes régionales et autres chaînes gratuites ;
* Pourra proposer des chaînes thématiques en langue française (cinéma, sport, jeunesse, documentaire, voyage, nature,),
* Pourra proposer un bouquet de chaines cryptées et/ou un accès à la Vidéo à la demande.

Le système doit permettre la gestion et la distribution dans les chambres des chaînes de la TNT et des autres chaînes gratuites mais aussi pourra permettre celles des chaînes satellites et des chaînes thématiques au travers d’infrastructure de distribution TV réseau.

La solution doit procurer un grand confort visuel et audio. Il devra proposer un système de casque audio pour les chambres doubles. Ces casques devront être d’utilisation unique et ne sauraient être remis en circulation à l’issue du séjour du patient. Il pourra être proposé un déport Bluetooth pour les chambres double.

Dans les chambres doubles, le concessionnaire doit veiller à ce que les télécommandes respectives n’interfèrent pas l’une avec l’autre.

L’objectif principal est d’améliorer le confort du patient par les moyens suivants :

* Pouvoir souscrire aux services proposés à toute heure directement depuis la chambre,
* Visionner depuis un écran de qualité des programmes TV variés,
* Simplifier les démarches lors d’un transfert de chambre,
* Disposer d’information depuis la chaîne interne.

**Article 7 : Assurance – responsabilités**

Assurances

Le concessionnaire remet à l’hôpital une attestation d’assurance, annuellement, ainsi que les justificatifs de parfait paiement des primes, prouvant que son activité est garantie sans réserve.

Chaque année, avant la date d'échéance du contrat d'assurance, le concessionnaire sera tenu de procéder à une réactualisation des garanties.

En cas de sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes dispositions pour qu'il y ait le moins d'interruption possible dans l'exécution du service.

En cas de sinistre affectant les immeubles et équipements, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état, sans n’affecter en rien l'estimation de la valeur des biens avant le sinistre.

Les opérations liées à la remise en l’état devront commencer immédiatement après le sinistre. Le concessionnaire informe en temps utile le GHU AP-HP. Sorbonne Université de l’ensemble des démarches entreprises par lui pour maintenir ou rétablir la durée du service. Le GHU AP-HP. Sorbonne Université fait connaître son avis sur ces démarches dans les meilleurs délais.

Lorsque ces démarches compromettent la bonne exécution du service public faisant l’objet de la présente convention, Le GHU AP-HP. Sorbonne Université peut s’y opposer.

Responsabilité

* **Responsabilité de l’AP-HP**

Si la responsabilité de l’AP-HP était susceptible d’être recherchée directement ou à titre d’appel en garantie de concessionnaire, elle ne pourrait l’être qu’à titre subsidiaire et après que tous les recours contre le concessionnaire aient été épuisés.

* **Responsabilité du concessionnaire**

Tout manquement aux obligations résultant de la présente convention par le concessionnaire entraîne la responsabilité contractuelle de celui-ci.

Le concessionnaire garantit l’AP-HP contre les recours en responsabilité qui pourraient émaner soit des tiers soit des usagers. Il prend en charge tout dommage dû à une détérioration du matériel causée par un usager.

Le concessionnaire est entièrement responsable de la bonne exploitation des sites tant à l’égard du GHU AP-HP. Sorbonne Université que des usagers du service et des tiers.

Il répond de tous les dommages résultant de l’exécution de ses prestations.

Il garantit le GHU AP-HP. Sorbonne Université de toutes condamnations éventuelles prononcées à l’encontre de cette dernière pour des dommages résultant de l’exécution, de l’inexécution ou de la mauvaise exécution des prestations qui lui sont confiées.

**Article 8 : Entretien, réparations, renouvellement**

Entretien courant

Le concessionnaire sera tenu d’effectuer régulièrement et à ses frais tous les travaux d’entretien et de réparations, sur les locaux, équipements et matériels mis à disposition, ou dont il fera usage, dans le cadre de l’exécution du futur contrat. Le Concessionnaire aura, notamment, la charge de la maintenance de son matériel, téléviseurs, télécommandes, infrastructure TV entre la tête de réseau jusqu’à la prise TV, et les postes téléphoniques.

Les appareils, matériels et produits nécessaires à ces opérations, qui répondent obligatoirement aux dispositions techniques et réglementaires afférentes à ce type d’activités, seront à la charge du concessionnaire.

Cette maintenance sera assurée par le Concessionnaire et/ou son prestataire local sept jours sur sept (7j/7) avec la possibilité d’une maintenance téléphonique. En cas de prestataire extérieur, une copie du contrat entre le Concessionnaire et son prestataire sera fournie à l’Établissement.

Le dépannage du réseau est assuré 7j/7j.

Un stock sera maintenu sur site pour gérer le dépannage de premier niveau. Il sera composé de :

* 5% du parc de téléviseurs de secours, au besoin sur roulettes,
* Un stock de 5% télécommandes du parc de chaque site, (vol, panne, détérioration),
* Un stock de piles,
* Un stock de housse de propreté pour les télécommandes (auprès de L’employé et distribué dans les services). Ce stock est renouvelé sur simple demande.

Le candidat précisera les quantités exactes prévues.

Les modalités d’interventions et les délais devront être proposés dans l’offre technique

Maintenance préventive – renouvellement – réparations

Le concessionnaire sera tenu de procéder à la maintenance préventive aux réparations et au renouvellement de tous les équipements et matériels mobiliers mis à disposition, ou dont il fera usage, dans le cadre de l’exécution du futur contrat.

A ce titre, il devra notamment remplacer les équipements et matériels détériorés ou disparus.

Ces réparations devront être effectuées immédiatement, sans préjudice des recours éventuels contre les auteurs de dégâts.

Le concessionnaire devra constituer dans ses comptes une provision pour satisfaire à cette obligation de renouvellement.

De plus, en cas de travaux nécessaires au sein d’une unité, le concessionnaire aura la responsabilité de la dépose et du stockage des équipements avant travaux et la repose après travaux.

Evolution du périmètre de la convention

Le Concessionnaire devra être en mesure d’adapter son offre aux changements organisationnels et architecturaux des Hôpitaux comme :

* Le dédoublement de chambres ;
* La création de nouvelles salles d’attente et/ ou de nouveaux services,
* Déménagement pour travaux ou événements prévisibles ou non prévisibles.

Pour cela, il devra compléter l’annexe financière et apporter des justifications sur ce point au GHU AP-HP. Sorbonne Université.

## CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

**Article 1 : Rémunération du concessionnaire**

La rémunération du concessionnaire est assurée par les résultats de l’exploitation et/ou des montants de nouvelles implantations sous réserve que cela n’impacte pas le risque d’exploitation que devra supporter le concessionnaire.

En effet, ce dernier assume le risque d’exploitation lorsque, dans des conditions d’exploitations normales, il n’est pas assuré d’amortir les investissements ou les coûts supportés, liés à l’exploitation.

**Article 2 : Tarifs applicables aux usagers**

Accès gratuits

Les accès dits « gratuits » sont ceux qui ne donneront pas lieu à paiement de la part du patient. Ils concernent uniquement les patients de l’hôpital Charles Foix.

Accès payants

Les accès dits « payants » sont ceux qui donneront lieu à un paiement de la part du patient. Les tarifs appliqués aux usagers seront proposés dans l'offre financière.

L’établissement devra pouvoir choisir les services soumis à tarification.

La location des télévisions faisant l’objet d’une facturation auprès du patient, pourra être établie selon le principe d’un tarif dégressif au regard du nombre de journées de location. Les cinq bases de tarification ci-après devront être proposées par le concessionnaire :

* heure
* journée ;
* semaine ;
* quinzaine ;
* mois.

Une dégressivité des tarifs sera mise en place en fonction du nombre de jours pendant lesquels le patient séjournera dans l’établissement.

Les tarifs pratiqués par le prestataire, ainsi que les conditions générales de location devront être portés à la connaissance du patient avant tout encaissement de location.

Le montant de la location est payable lors de l’ouverture de l’accès aux installations.

Le prestataire percevra, directement auprès de la personne hospitalisée, le montant dû conformément à la base tarifaire retenue, notamment :

* Au point de vente ;
* En ligne, sur un portail patient (qui, lui-même, sera accessible sur le site) ;
* Via la télévision

Si le départ du patient intervient plus tôt que la fin de son abonnement, le concessionnaire devra mettre en place un système de forfait remboursé non consommé. Les modalités de remboursement des forfaits entamés figurent dans l'offre du Concessionnaire.

L’affichage des tarifs de location devront être disponibles :

* Aux lieux d’accueil physique des patients et de leur famille ;
* Directement sur les terminaux,
* Sur une application mobile dédiée.

**Article 3 : Redevance**

La redevance d’occupation versée au GHU AP-HP. Sorbonne Université sera composée :

* Du montant de la part fixe forfaitaire : …… €
* Du montant de la part variable en % du chiffre d’affaires annuel HT réalisé : ……………….

La redevance sera payable au 1er mars de l’année N+1.

En cas de retard de plus de trente jours dans le versement de la redevance, elle sera majorée, sans mise en demeure préalable, de 10% par mois de retard.

Le concessionnaire s’engage à justifier auprès du concédant le montant de son chiffre d’affaires par la présentation des reçus délivrés par les services fiscaux et par communication, à toute époque, de sa comptabilité. Le concessionnaire justifie de ces informations annuellement sans qu’une demande préalable du concédant ne soit nécessaire et à tout moment, sur demande expresse du concédant.

**Article 4 : Dispositions fiscales**

Taux de TVA

Le montant toutes taxes comprises des tarifs est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur selon la réglementation.

Impôts et frais

Le concessionnaire acquittera les impôts, taxes et redevances liées à l’exécution de la présente convention.

Tout impôt, taxe ou redevance imputé au concédant au titre de l’activité du concessionnaire donnera lieu à remboursement par ce dernier sur simple présentation du titre correspondant.

A ce titre, il s’engage notamment à acquitter directement ou indirectement les redevances relatives aux droits de diffusions musicales et/ou audiovisuelles, le cas échéant (SACEM et/ou autres organismes en charge des droits d’auteurs, compositeurs et éditeurs).

## CHAPITRE 4 : CONTROLES

**Article 1 : Principe**

Le concédant conserve le contrôle des services concédés et a un pouvoir de contrôle étendu sur l'exécution des missions du concessionnaire, dans le respect de l'autonomie de gestion de ce dernier.

Pendant la durée d'exploitation du service, le concédant exerce notamment un contrôle de l'entretien, un contrôle hygiénique et sanitaire, un contrôle quantitatif et qualitatif des services et un contrôle des mesures et équipements de sécurité et d'encadrement. Ces contrôles peuvent être exercés à tout moment, et éventuellement par l'intermédiaire d'agents spécialisés ou de sociétés. Ils ne dispensent en aucun cas du contrôle assuré par le concessionnaire. La sécurité incendie, les contrôles réglementaires et la maintenance préventive seront assurés par le concessionnaire.

Le concessionnaire se soumet au contrôle du concédant en matière de sécurité incendie notamment sur les éléments suivants : la détection incendie, les déclencheurs manuels, le désenfumage, les boîtiers d’alarmes, les portes DAS, les extincteurs et les robinets d’incendies armés.

Le concédant dispose des droits les plus étendus pour vérifier à tout moment et par tous moyens appropriés :

* L’état des équipements et la qualité des matériels et des mobiliers ;
* Le bon fonctionnement du service concédé ;
* La capacité du concessionnaire à en assumer la charge, notamment sur les aspects relatifs au respect des obligations d'hygiène et sécurité ;
* La qualité et à la satisfaction des usagers.

Chaque mois, le concessionnaire communique au concédant un tableau de bord mensuel qui permet de suivre l'activité de chaque service et indique au minimum les taux de fréquentation en précisant les éventuelles difficultés rencontrées.

Le concessionnaire organise au moins 2 fois par an des questionnaires de satisfaction objectifs et transmet de façon immédiate les réclamations faites par les usagers et les réponses apportées.

Le service logistique de l’AP-HP et les services techniques de chaque hôpital organiseront une fois l’an (à la date anniversaire du contrat), une réunion de suivi avec le Concessionnaire. Lors de cette réunion il sera présenté le bilan de l’activité, le suivi des réclamations et tout autre sujet permettant le bon respect des conditions du présent contrat.

Cette réunion annuelle sur site permettra au Concessionnaire de présenter le rapport d’activité. Ce dernier sera à remettre au concédant au plus tard deux mois après la réunion annuelle.

Le rapport d’activité devra inclure à minima :

* La liste de l’équipe présente sur site
* L’état du parc
* Les services payants et gratuits, avec les quantités
* Les travaux et les prestations majeures réalisés dans l’exercice concerné
* La maintenance et les points d’attention
* Les préconisations d’amélioration des services
* Les réclamations « patients »
* La satisfaction « clients »
* Le détail des chiffres d’affaires pour chaque service
* Le montant des redevances

**Article 2 : Information de l’autorité concédante**

Ce droit permanent de contrôle par l'autorité concédante implique nécessairement un droit d'information sur la gestion des services concédés ainsi que le pouvoir de prendre toutes les mesures prévues par le présent contrat lorsque le concessionnaire ne se conforme pas aux obligations stipulées à sa charge.

Ces vérifications peuvent prendre la forme de contrôles et d'audits, et portent en particulier sur la capacité des services concédés à répondre aux obligations qui résultent du règlement sur la qualité du service et sur les garanties données en matière d'hygiène et sécurité. Le concessionnaire ne peut s'opposer à ces vérifications. Les agents désignés par l'autorité concédante disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus tant sur pièces que sur place. Le concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle.

Des contrôles financiers pourront également être exercés, par les auditeurs du concédant, à sa demande. A cet effet, il pourra être exigé du concessionnaire de fournir toutes les pièces comptables nécessaires à l'exploitation des services (pièces justifiant les frais financiers, les frais administratifs, les frais de gestion des impayés, les charges d'entretien et de maintenances, etc.…).

L'autorité concédante peut, à tout moment, modifier l'organisation du contrôle. Le concessionnaire s’engage à répondre à toute demande d’information. A ce titre, le concessionnaire dispose de 8 jours pour les informations nécessitant des recherches documentaires ou des éléments financiers inconnus. Le concessionnaire devra répondre dans les plus brefs délais pour toutes les autres demandes. Ces délais courent à compter de la réception de la demande transmise. Il s'engage, en outre, à porter à la connaissance de l'autorité concédante en temps réel, tout incident grave ou accident, qui, par sa nature ou sa portée, est susceptible d'affecter la continuité des services concédés. Toute information verbale est confirmée par un rapport ou une note écrite.

Des réunions peuvent être organisées à la demande de l'autorité concédante avec le concessionnaire, selon un ordre du jour fixé par celle-ci. Elles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le concessionnaire et, transmis à l’autorité concédante dans un délai de 8 jours à compter de la réunion effectuée.

**Article 3 : Enquête**

L'autorité concédante se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer des enquêtes afin de mieux cerner les performances et le fonctionnement du service en vue de l'améliorer et/ou le développer.

Elles sont effectuées :

* Soit par l'autorité concédante ;
* Soit par le concessionnaire dans les conditions approuvées par l'autorité concédante et dans le respect de la législation applicable.

L'autorité concédante peut avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs, choisis par elle. Les procédures de contrôle sont alors définies de manière indépendante par ces derniers, en accord avec l'autorité concédante et les résultats sont validés par celle-ci. Toutes les personnes accréditées à cet effet par l'autorité concédante peuvent se rendre sur place et se faire présenter toutes les pièces nécessaires à leur contrôle. Elles peuvent procéder à toute vérification utile, pour s'assurer que les biens concédés sont exploités et entretenus dans les conditions du présent contrat et que les intérêts contractuels de l'autorité concédante sont gardés.

**Article 4 : Rapport d’activité**

Présentation du rapport

Conformément à l’article L. 3131-5 du code de la commande publique, le concessionnaire est soumis à une obligation de rapport annuel. Celui-ci doit être produit au plus tard deux mois après la réunion annuelle concernant le bilan d’activité.

Les parties conviennent de se réunir au moins 1 fois par an, à la date d’anniversaire du contrat pour faire le bilan des activités concédées. Le rapport comprend, au titre de l’article R. 3131-3 de la commande publique notamment :

* « Les données comptables suivantes :
* Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure
* Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
* Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ; -
* Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l’année conformément aux obligations contractuelles ;
* Une analyse de la qualité des ouvrages ou des services demandés au concessionnaire, comportant tout élément qui permette d'apprécier la qualité des ouvrages ou des services exploités et les mesures proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité des ouvrages ou des services est notamment appréciée à partir d'indicateurs, proposés par le concessionnaire ou demandés par l'autorité concédante et définis par voie contractuelle. » Il comporte également un compte rendu technique et financier qui comporte les informations utiles relatives à l'exécution des services et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Au titre du compte rendu technique, le concessionnaire fournit au moins les indications suivantes (le concessionnaire peut compléter cette liste, non exhaustive).

**Partie technique :**

* Présentation des faits marquants de l'exercice ;
* Liste détaillée des travaux d'entretien, de réparations, de renouvellement des installations ainsi que la modernisation effectuée avec indication de leurs coûts ;
* Évolution générale des locaux et matériels ; - rapports des visites réglementaires des organismes de contrôle ;
* Liste et coûts des investissements et des renouvellements de matériels ;
* Ensemble des contrats d'entretien souscrit par le concessionnaire ;
* État valorisé des travaux d'amélioration et de mise aux normes des ouvrages et installations, exécutés et prévus ;
* Relevé annuel des événements (grèves, pannes, mises à disposition exceptionnelles, interventions diverses) ayant eu un impact réel sur le fonctionnement des services ;
* Modifications éventuelles de l'organisation des services ;
* Mesures prises pour faciliter l'accès aux différentes catégories d'usagers ;
* Moyens mis au service de l'information de l'usager ;
* L’évolution générale des locaux, matériels et installations mis à disposition. Des justificatifs peuvent être demandés par le concédant, périodiquement et à tout moment

**Partie financière :**

Le compte-rendu financier comprend une analyse des dépenses et des recettes.

Ce document rappelle les conditions économiques générales de l'exercice. Il met en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières du contrat sont réunies.

Il précise en outre par service :

En dépenses,

* Le détail par nature des charges de fonctionnement (personnel, entretien et réparation) ;
* Le détail des charges d'investissement et leur évolution par rapport à l'exercice précédent (travaux, matériel, etc.) ;
* Le détail des charges de renouvellement et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur (dont l'utilisation des provisions pour renouvellement s'il y'a lieu) ;
* Le tableau d'amortissement avec notamment le détail et la durée des amortissements ;
* Le montant de la redevance annuelle versée au concédant (il s'agit du loyer pour la mise à disposition des locaux) - les frais financiers.

En recettes,

* Le détail des recettes de l'exploitation réparties suivant leur type, et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.

Ce rapport respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, afin de permettre la comparaison entre l'année en cours et l'année précédente.

Modalités de transmission des documents

Les différents rapports et comptes rendus demandés par l'autorité concédante dans le présent chapitre devront être communiqués sous format papier et informatique à la Direction des investissements et des services numériques.

L'autorité concédante peut, outre le rapport annuel décrit ci-dessus, demander au concessionnaire de lui fournir tous autres éléments d'informations utiles dans la mesure où ces éléments sont disponibles. Il tient ces éléments à disposition de l'autorité concédante qui peut en solliciter toute communication, avec le rapport, afin d'exercer un contrôle efficient du bon fonctionnement de l'activité de service publique concédée.

## CHAPITRE 5 : SANCTIONS

**Article 1 : Exécution d’office des travaux d’entretien, de réparation et de renouvellement**

Faute pour le concessionnaire de pourvoir aux opérations d'entretien et de réparation des matériels et installations du service qui lui incombent, le GHU AP-HP. Sorbonne Université pourra faire procéder, aux frais et risques du concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze jours, sauf en cas de risque pour les personnes auquel cas le délai sera ramené à deux jours.

**Article 2 : Pénalités**

Faute pour le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par la présente convention, des pénalités peuvent lui être infligées.

L'autorité concédante adresse une mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception de respecter ses obligations générales, sauf exception (urgence à remédier à la faute contractuelle, et/ou encore faute grave ou dolosive).

Les pénalités courent de plein droit à compter, soit de la constatation du manquement et dans le respect du contradictoire, soit à l'expiration du délai imparti au concessionnaire pour répondre aux demandes que l'autorité concédante lui adresse.

Les mises en demeure ou constats de manquement mentionnent les délais impartis au concessionnaire qui doit permettre matériellement de prendre toute mesure utile. Le délai de mise en demeure est proportionné à la mesure sollicitée. En cas de risque nécessitant une réaction immédiate, l'autorité concédante peut prendre des mesures immédiates afin d'assurer la sécurité ou la santé des usagers.

Les pénalités sont payées par le concessionnaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant. En cas de retard de paiement des pénalités, pour quelque motif que ce soit, le concessionnaire encourt une pénalité de 150 € HT par jour de retard ouvré.

Les pénalités s'appliquent selon le tableau suivant :

* Interruption non autorisée du service 3 000 € HT par jour ouvré d'interruption
* Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité 1 000 € HT par infraction constatée
* Non-respect des règles en vigueur en matière d'hygiène 1 000 € HT par infraction constatée
* Négligence dans le renouvellement ou l'entretien des matériels 1 000 € HT par manquement constaté
* Non coopération du concessionnaire dans les opérations de contrôle de l'autorité concédante 1 000 € HT par infraction constatée
* Mauvaise exploitation des services au regard de toute disposition contractuelle 1 000 € HT par infraction constatée
* Non ouverture d'un réseau effectif complet au plus tard deux mois après la date d’attribution de la concession, 1 000 € HT par jour sans mise en demeure
* Non-respect des normes d'encadrement et de qualification du personnel 500 € HT par infraction constatée
* Retard dans la présentation des documents prévus au contrat ou demandés pendant l'exécution du contrat (conformément au contrat) 300 € HT par jour de retard et par document après mise en demeure restée sans réponse 7 jours
* En cas de non-exécution des obligations pesant sur le concessionnaire en cas de fin de la convention (obligation de remise en état, de remise d'un inventaire, clôture des comptes, etc.) : pénalités égales aux dépenses que l'autorité concédante supporte pour réaliser les interventions prévues en lieu et place du concessionnaire, majorées de 20%. Le montant est calculé sur la base des pièces justificatives produites par la personne publique.
* Retard dans l'entrée en fonctionnement du service : Pénalité forfaitaire de 800 € par jour de retard ou d'interruption
* Interruption partielle du service ou interruption complète du service : Pénalité forfaitaire de 500 € par jour d'interruption
* Constatation de la non-conformité de la gestion de l’activité aux prescriptions du présent contrat : Pénalité forfaitaire de 800 € par jour de non-conformité à compter de la notification du constat de non-conformité
* Constatation du non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité : Pénalité forfaitaire de 800 € par jour de constat de non-respect des règles
* Non-respect des normes d’encadrement, de qualification du personnel et des fiches de postes : Pénalité forfaitaire de 800 € par jour de constat de non-respect des normes
* Non communication d’informations et/ou évènement relatif à l’exploitation de la structure par le concessionnaire : Pénalité forfaitaire de 800 € par jour de constat de non-respect des normes
* Non production de la liste nominative et des qualifications du personnel ainsi que les fiches de postes du personnel intervenant au sein de la structure à chaque changement de celui-ci : Pénalité forfaitaire de 500 € par jour de retard à compter du départ dudit personnel, après une mise en demeure de 72h.
* Négligence dans le renouvellement ou l'entretien des matériels : Pénalité forfaitaire de 800 € par mois et par matériel non renouvelé, après une mise en demeure de 15 jours sauf pour les dégradations mettant en jeu la sécurité des enfants et du personnel. Dans ce cas-là, la mise en demeure est de 72h.
* retard dans le versement de la redevance : Pénalité forfaitaire de 1% du montant à verser par jour de retard, après une mise en demeure de 15 jours.
* retard dans la présentation de documents prévus au contrat notamment les états mensuels : Pénalité forfaitaire de 500 € par jour de retard, après une mise en demeure de 72h.
* Non production des compléments d’information demandés par le GHU AP-HP. Sorbonne Université, et après mise en demeure restée sans réponse dans un délai d’un mois : Pénalité forfaitaire de 500 € par jour de retard.
* Compromission de la visite de la structure prévue : Pénalité de 8000 € par visite compromise et par candidat dans le cadre de la nouvelle procédure

Le défaut de paiement des pénalités donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement notamment les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Tout manquement aux engagements pris dans le cadre de la présente convention fait encourir au concessionnaire une pénalité dont le montant est fixé selon les modalités ci-après définies.

**Article 3 : Mise en régie provisoire**

Principe

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université pourra procéder à la mise en régie provisoire du service, aux frais et risques du concessionnaire lorsque celui-ci est défaillant dans l'exécution des missions de service public concédé. Le GHU AP-HP. Sorbonne Université procède à son remplacement par une autre entreprise du secteur d’activité ou assure le service directement, par l’intermédiaire de ses propres services.

Faute du concessionnaire

En cas de faute grave du concessionnaire, notamment si le service n’est exécuté que partiellement, le GHU AP-HP. Sorbonne Université pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du concessionnaire.

Cette mesure de mise en régie provisoire devra être précédée d’une mise en demeure restée sans effet durant 15 jours.

Cet alinéa ne sera pas opposable au concessionnaire en cas de force majeure dûment constaté ou de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable à l'administration ou au GHU AP-HP. Sorbonne Université.

**Article 4 : Déchéance**

En cas de faute d’une particulière gravité, notamment en cas d’interruption totale et prolongée du service pendant plus de dix jours (consécutifs ou non), le GHU AP-HP. Sorbonne Université pourra prononcer lui- même la déchéance du concessionnaire.

L’ensemble des conséquences de la déchéance seront supportées par le concessionnaire.

La déchéance ne sera pas opposable au concessionnaire en cas de force majeure dûment constaté.

**Article 5 : Mesures d’urgence**

Le Maire ou l'autorité compétente pourra prendre d'urgence en cas de carence grave du concessionnaire, ou de menace à la sécurité publique, toute décision adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire et immédiate du service.

Les conséquences financières d'une telle décision seront à la charge du concessionnaire.

## CHAPITRE 6 : FIN DE LA CONCESSION DE SERVICE

**Article 1 : Faits générateurs**

Le contrat prendra fin :

Dans le cas où les autorisations visées au chapitre 2 article 1 de la présente convention ne pourraient être obtenues dans un délai imparti, celle-ci sera automatiquement résiliée sans que le concessionnaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Il en sera de même, dans les cas suivants :

* par l’échéance du terme;
* à titre de sanction, en cas de déchéance du concessionnaire;
* en cas de dissolution ou redressement judiciaire ou liquidation du concessionnaire,;
* par décision unilatérale du GHU AP-HP.Sorbonne Université pour un motif d’intérêt général;
* en cas de non obtention de l’agrément de la P.M.I. dans un délai de trois mois à compter de la notification du futur contrat ou en cas de retrait de l’agrément de la P.M.I, en cas de force majeure ou d’événement extérieur assimilable rendant impossible la poursuite de l’exécution du contrat ;
* désaccord concernant le réexamen des conditions financières.

Dissolution-redressement judiciaire-liquidation

En cas de dissolution de la personne morale concessionnaire, le GHU AP-HP. Sorbonne Université pourra prononcer la déchéance sans attendre que les procédures engagées aient abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable).

En cas de redressement judiciaire du concessionnaire, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la convention dans le mois suivant la date du jugement.

En cas de liquidation de la personne morale, la déchéance interviendra automatiquement et de plein droit dans le mois suivant le jugement. Cette déchéance interviendra de plein droit sans que le concessionnaire ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Résiliation pour motif d’intérêt général

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université pourra mettre fin au contrat avant son terme normal pour un motif d'intérêt général. Cette décision ne pourra prendre effet qu'après un délai de six mois à compter de sa notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du concessionnaire.

Dans ce cas, le concessionnaire aura droit à être indemnisé du préjudice subi.

Le montant des indemnités sera défini d'un commun accord par les parties, il comprendra les éléments suivants :

* part non amortie des investissements relatifs aux équipements et aux matériels à la charge du concessionnaire à la date de la résiliation; l'amortissement sera linéaire et calculé sur une durée correspondant aux usages dans la profession,
* autres frais et charges engagés par le concessionnaire pour assurer l'exécution du présent contrat pour la partie non couverte à la date de prise d'effet de la résiliation,
* montant des pénalités liées à la résiliation anticipée de contrats de prêts ou de crédit-bail,
* frais liés à la rupture des contrats de travail qui devraient nécessairement être rompus à la suite de cette résiliation, dans le cas où la poursuite de ces contrats ne pourrait être prévue chez le nouveau concessionnaire.

En cas de désaccord sur le montant des indemnités, les parties saisiront le Tribunal Administratif compétent.

Retrait de l’agrément P. M. I

En cas de retrait consécutif à un manquement du GHU AP-HP. Sorbonne Université à ses obligations vis à vis de la P.M.I, le contrat sera résilié.

En cas de retrait consécutif à un manquement du concessionnaire à ses obligations vis à vis de la P.M.I, le concessionnaire sera déchu.

**Article 2 : Force majeure**

Toutes circonstances indépendantes de la volonté des parties et empêchant de façon durable et irrésistible, l’exécution totale ou partielle de la convention, dans des conditions normales, sont considérées comme cause d’exonération des obligations des parties.

La partie qui invoque la force majeure doit en avertir l’autre dans les plus brefs délais, en indiquant la cause, la durée possible et les conséquences immédiates et continuera d’en tenir l’autre informée pendant toute la durée de la force majeure.

Dans un tel cas, les parties se rencontreront, dans les plus courts délais, à l’effet d’examiner toutes les conséquences de la force majeure sur l’application du présent cahier des charges par les parties.

La partie affectée par la force majeure exercera ses meilleurs efforts pour éliminer les conséquences néfastes de tels événements et reprendra ses obligations avec la plus grande diligence dès lors que ces événements auront cessé.

En cas d’impossibilité de continuer le service, les parties procéderont à la réalisation du contrat.

Le montant de l’indemnité de résiliation correspondra à la valeur non amortie des renouvellements financés par le concessionnaire, hors subventions et après déduction, le cas échéant, des indemnités d’assurance.

Il est rappelé que la force majeure ne peut être interprétée que par référence aux décisions des Juridictions Administratives.

**Article 3 : continuité du service**

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le concessionnaire, de prendre pendant les derniers six mois du contrat toutes mesures pour assurer la continuité du service en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le concessionnaire.

D'une manière générale, le GHU AP-HP. Sorbonne Université pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime de gestion de l'activité.

Le concessionnaire sera tenu, dans cette perspective, de fournir au GHU AP-HP. Sorbonne Université tous les éléments d'information que celui-ci estimerait utile.

**Article 4 : Remise des installations et des biens**

Biens de retour

A l'expiration du contrat, le concessionnaire sera tenu de remettre au GHU AP-HP. Sorbonne Université, en parfait état d'entretien et de fonctionnement, tous les biens, installations, matériels et équipements qui sont indispensables pour l’exécution du service.

Cette remise sera faite sans indemnité.

Les installations fixes (câblages, supports fixes et mobiles) installés par le concessionnaire resteront la propriété du GHU AP-HP. Sorbonne Université.

De même, les améliorations apportées aux installations déjà installées au début du contrat et installées lors de la réalisation du contrat resteront acquises gratuitement aux centres hospitaliers.

Les téléviseurs et terminaux multimédias demeurent la propriété exclusive du concessionnaire.

L’offre du Concessionnaire précise le montant des investissements réalisés et s’engagera sur les valeurs résiduelles d’amortissements de ces derniers au terme du contrat.

Biens de reprise

Le GHU AP-HP. Sorbonne Université pourra reprendre ou faire reprendre par un exploitant désigné par elle, à titre onéreux, et sans que le concessionnaire ne puisse s’y opposer, les biens et stocks nécessaires à l’exploitation, financés en tout ou partie par le concessionnaire.

Notamment, les biens qui auront été financés par le concessionnaire, hors renouvellement, dont la réalisation a été autorisée par le GHU AP-HP. Sorbonne Université et qui sont indispensables pour l’exécution du service, seront remis au GHU AP-HP. Sorbonne Université moyennant le versement par celui-ci d'une indemnité correspondant à la valeur non amortie desdits biens, déduction faite des frais éventuels de remise en état.

Egalement, le GHU AP-HP. Sorbonne Université ou le gestionnaire désigné par elles auront la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements nécessaires à la marche normale de l’exploitation.

La valeur de ces biens de reprise sera fixée à l’amiable en fonction de l’amortissement technique, compte- tenu des frais éventuels de remise en état.

L'amortissement sera linéaire et calculé sur une durée correspondant aux usages dans la profession.

Au plus tard 9 mois avant la date d’expiration de la durée convenue de la concession de service public ou sans délai à compter de la date de notification de la décision de résiliation ou de déchéance, le concessionnaire communiquera au GHU AP-HP. Sorbonne Université la liste et la valeur des biens et stocks susceptibles d’être repris, dans les conditions prévues au présent article.

A compter de la date de communication, le concessionnaire informera le GHU AP-HP. Sorbonne Université et, le cas échéant, l’expert désigné, dans les plus brefs délais, de toute évolution relative aux biens concernés.

Dans un délai de 6 mois à compter de l’expiration du contrat, le concessionnaire communiquera au GHU AP-HP. Sorbonne Université le montant définitif de l'indemnité.

En cas de contestation sur le montant de cette somme, ce montant pourra être estimé par un expert désigné par le Président du Tribunal Administratif compétent saisi à cet effet par la partie la plus diligente et statuant en la forme des référés. Les conclusions de l’expert s’imposeront au concessionnaire.

La somme définie après expertise sera mandatée par le GHU AP-HP. Sorbonne Université ou versée par l’exploitant par lui désignée dans un délai de trois mois suivant la date d’accord sur le montant.

Tout retard dans le mandatement ou le versement des sommes dues rendra exigible, en sus du principal dû, un intérêt calculé au taux d’intérêt légal majoré de deux points.

**Article 5 : Personnel du concessionnaire**

En cas de résiliation, de déchéance ou à l’expiration de la durée convenue de l’affermage, le GHU AP-HP. Sorbonne Université et le concessionnaire se rapprocheront pour examiner la situation des personnels concernés.

Au plus tard 6 mois avant la date d’expiration de la durée convenue de la délégation ou sans délai à compter de la date de notification de la décision de résiliation ou de déchéance, le concessionnaire communiquera au GHU AP-HP. Sorbonne Université une liste nominative des personnels susceptibles d’être repris par l’exploitant par lui désigné.

Cette liste mentionnera la qualification, l’ancienneté et plus généralement toute indication concernant l’aptitude des personnels susceptibles d’être ainsi repris, ainsi que les indications concernant les conditions contractuelles des agents devant être repris.

A compter de cette communication, le concessionnaire informera le GHU AP-HP. Sorbonne Université, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste ainsi que les conditions contractuelles des agents susceptibles d’être repris.

**Article 6 : Procédure de délégation à l’issue de la concession de service**

Le concessionnaire apportera son concours aux services du GHU AP-HP. Sorbonne Université dans le cadre de la procédure de renouvellement de la concession qui pourra être organisée pour l’exploitation du service après l’expiration du contrat, en autorisant la ou les visite(s) des installations par les candidats admis à présenter une offre.

Si toutefois, le concessionnaire compromet la/les visite(s) de la structure, il encourt une pénalité fixée par la présente convention.

## CHAPITRE 7 : DISPOSISTIONS DIVERSES

**Article 1 : Cession**

Toute cession fait l’objet d’une autorisation préalable du GHU AP-HP. Sorbonne Université, donnée par la Direction du GHU. En cas d’acceptation de la cession envisagée, elle donne lieu à un acte de cession passée entre le cédant et celui-ci.

La cession du contrat doit s’entendre comme la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l’ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Elle ne saurait être assortie d’une remise en cause des éléments essentiels du contrat initial tels que notamment la durée, la nature de la mission confiée au concessionnaire, et les conditions financières de la concession.

Nonobstant toute disposition prévue à l’acte de cession, le présent contrat de concession se poursuit jusqu’au terme initialement fixé, selon les modalités et conditions définies.

Le cessionnaire est entièrement subrogé dans les droits et obligations du cédant et doit s’engager à reprendre intégralement à l’égard de l’autorité concédante, l’exécution de toutes les obligations découlant du présent contrat et des éventuelles conventions conclues pour son exécution.

Les cessions d’actions ou parts sociales de la société titulaire sont libres et ne donnent pas lieu à application des présentes stipulations, sauf cession de contrôle de ladite société.

**Article 2 : Litiges**

Les éventuels différends entre le GHU AP-HP. Sorbonne Université et le concessionnaire seront soumis avant toute saisine du Tribunal Administratif, à une instance de conciliation. Faute pour ceux-ci de s'entendre dans un délai de quinze jours, la désignation du troisième membre est faite par le président du tribunal administratif. Il en est de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties dans le même délai.

Les différends qui ne seraient pas résolus par cette procédure, seront soumis au Tribunal Administratif compétent.

**Fait à Paris, le**

En deux exemplaires originaux, chacune des deux parties reconnaissant avoir le sien,

**Pour la Société,**

**Cachet de la société :**

**Signature électronique obligatoire :**

**(le signataire indique son nom et sa qualité)**

**Le Contrôleur Financier, Pour l’Assistance Publique-Hôpitaux de**

**Paris,**

**le Représentant de l’AP-HP :**

Date de notification: **A compter de la date de réception de la notification**